

MAJ 08/07/2021

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTÉ

REMPLACEMENT DES EQUIPEMENTS EXISTANTS PAR DES LUMINAIRES A GRADUATION ET EXTINCTION AUTOMATIQUE AVEC FORCAGE ET PAR RELAMPING DES ZONES TECHNIQUES AU SIEGE DE LA CPAM DES PYRENEES ORIENTALES

MAÎTRE D'OUVRAGE

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES PYRENEES ORIENTALES
2 RUE REMPARTS SAINT MATHIEU
BP 89928
66013 PERPIGNAN CEDEX 9

MAÎTRE D'ŒUVRE

ENERGIE R - BET
7 RUE AUGUSTIN THIERRY
66000 PERPIGNAN

MISES A JOUR

DATE	INTITULE	CONCERNE LES ARTICLES N°
16/11/23	PGC SIMPLIFIE	1 à 6

JE/CM/23.00567 - PGC Simplifié aff. N° 046.6623.00138 – Remplacement luminaires siège CPAM 66 – PERPIGNAN – indice 01 – 16/11/2023

www.groupe-qualiconsult.fr

16 avenue Eole – Technosud 2 – CS 10014 – 66029 PERPIGNAN CEDEX - Tél. : 04 68 50 39 18 – perpignan.qcs@qualiconsult.fr
SIRET : 403 200 256 01406

Siège social : Vélizy Plus – 1 bis rue du Petit Clamart – Bât. E – 78941 VELIZY cedex - Tél. : 01 40 83 75 75 – Fax : 01 46 30 39 62
SASU au capital de 300 000 € - R.C. VERSAILLES 403 200 256 – SIRET 403 200 256 00440 – APE 7112 B - N° TVA Intracommunautaire : FR 13 403 200 256

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1. OBJET DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ	3
1.2. DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	4
2. DEFINITION DES MESURES PROPRES À PRÉVENIR LES RISQUES DÉCOULANT DE L'INTERFÉRENCE DES ACTIVITÉS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS SUR LE CHANTIER, OU DE LA SUCCESSION DE LEURS ACTIVITÉS LORSQU'UNE INTERVENTION LAISSE SUBSISTER APRÈS SON ACHÈVEMENT UN DES RISQUES PARTICULIERS.....	5
2.1. TRAVAUX PRÉSENTANT DES RISQUES PARTICULIÈREMENT AGGRAVÉS, PAR LA NATURE DE L'ACTIVITÉ OU DES PROCÉDÉS MIS EN ŒUVRE OU PAR L'ENVIRONNEMENT DU POSTE DE TRAVAIL OU DE L'OUVRAGE EXPOSANT LES TRAVAILLEURS À DES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR DE PLUS DE 3 MÈTRES, AU SENS DE L'ARTICLE 5 DU DÉCRET DU 8 JANVIER 1965.....	5
2.2 . TRAVAUX PRÉSENTANT DES RISQUES PARTICULIÈREMENT AGGRAVÉS, PAR LA NATURE DE L'ACTIVITÉ OU DES PROCÉDÉS MIS EN ŒUVRE OU PAR L'ENVIRONNEMENT DU POSTE DE TRAVAIL OU DE L'OUVRAGE EXPOSANT LES TRAVAILLEURS À UN RISQUE D'ENSEVELISSEMENT OU D'ENLÈVEMENT.....	6
2.3. TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS À DES SUBSTANCES CHIMIQUES OU À DES AGENTS BIOLOGIQUES NÉCESSITANT UNE SURVEILLANCE MÉDICALE AU SENS DES ARTICLES R- 241-50, OU DE L'ARTICLE 32 DU DÉCRET DU 11 MAI 1982, AINSI QUE DES ARTICLES R- 231-56-11-I ET R- 231-65-I	6
2.4 TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT DE L'AMIANTE FRIABLE, AU SENS DU DÉCRET DU 7 FÉVRIER 1996	6
2.5 TRAVAUX EXPOSANT À DES RADIATIONS IONISANTES EN ZONE CONTRÔLÉE OU SURVEILLÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 23 DU DÉCRET DU 2 OCTOBRE 1986 OU DE L'ARTICLE 15 DU DÉCRET DU 28 AVRIL 1975	6
2.6 TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIÈCES NUES SOUS TENSION SUPÉRIEURE À LA TRÈS BASSE TENSION (TBT) ET TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS EXISTANTS.....	6
2.7 TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS À UN RISQUE DE NOYADE	7
2.8 TRAVAUX DE PUITS, DE TERRASSEMENTS SOUTERRAINS, DE TUNNELS, DE REPRISE EN SOUS- ŒUVRE	7
2.9 TRAVAUX EN PLONGÉE APPAREILLÉE	7
2.10 TRAVAUX EN MILIEU HYPERBARE	7
2.11. TRAVAUX DE DÉMOLITION, DE DÉCONSTRUCTION, DE RÉHABILITATION, IMPLIQUANT LES STRUCTURES PORTEUSES D'UN OUVRAGE OU D'UNE PARTIE D'OUVRAGE D'UN VOLUME INITIAL HORS ŒUVRE SUPÉRIEUR À 200 MÈTRES CUBES	7
2.12 TRAVAUX COMPORTANT L'USAGE D'EXPLOSIFS	7
2.13 TRAVAUX DE MONTAGE OU DE DÉMONTAGE D'ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS LOURDS AU SENS DE L'ARTICLE 170 DU DÉCRET DU 8 JANVIER 1965 ...	7
2.14 TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS À DES APPAREILS DE LEVAGE D'UNE CAPACITÉ SUPÉRIEURE À 60 T/M, TELS QUE GRUES MOBILES OU GRUES À TOUR.....	7
3. DISPOSITIONS PRISES EN MATIÈRE DE DANGER LIÉS À LA CO-ACTIVITÉ.....	8
3.1. DÉCALAGES D'INTERVENTION (TRAVAUX SUPERPOSÉS, PROTECTIONS COLLECTIVES) :.....	8
4. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.....	9
5. PLAN PARTICULIER "SIMPLIFIÉ" DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	10
5.1 LOT PRINCIPAL.....	10
5.2. SOUS-TRAITANCE.....	10
5.3. LOCATIER.....	10
5.4. LIVRAISON.....	10
6. LISTE DES INTERVENANTS.....	11

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Objet du Plan Général de Coordination Simplifié

Le présent rapport a pour objet l'application du Décret n°94-1159 du 26 Décembre 1994, et le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 propre aux opérations comprenant des travaux à risques particuliers dont la liste est donnée ci après.

Ce document vise à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énuméré ci après.

1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :
 - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965
 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens des articles R- 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982, ainsi que des articles R- 231-56-11-I et R- 231-65-I
3. Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996
4. Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975
5. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées
6. Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade
7. Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous- œuvre
8. Travaux en plongée appareillée
9. Travaux en milieu hyperbare
10. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes
11. Travaux comportant l'usage d'explosifs
12. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965
13. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

1.1.1 Dispositions prises en cas de défaillances

Le Maître d'Ouvrage pourra :

- appliquer des pénalités définies au CCAP, CCTP si l'entreprise n'obtempère pas aux demandes faites par le Coordonnateur sous 24 heures
- faire appel à toute entreprise de son choix pour faire respecter les principes élémentaires de sécurité si les observations de Coordonnateur sont récurrentes
- faire appel à toute entreprise de son choix pour assurer la mise en place des équipements et aménagements précités en cas :
 - d'observations répétées du coordonnateur
 - de retard constaté à l'issue de la période de préparation

1.1.2. Les principes généraux de prévention

Pour mémoire, la démarche de prévention des risques de chacun des intervenants doit être guidée par le respect des principes généraux de prévention tels que définis par la loi du 31 décembre 1991.

- a) Eviter les risques
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- c) Combattre les risques à la source



- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux, ou par ce qui est moins dangereux
- g) Prendre des mesures de protection collective, en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- h) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs

1.1.3. Les obligations des intervenants

Du Maître d'Ouvrage :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- désigner le Coordonnateur S.P.S.
- organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et Coordonnateur
- conserver le PGC simplifié pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage
- conserver et transmettre le D.I.U.O.

Du Maître d'Œuvre :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- coopérer avec le Coordonnateur pendant la phase conception
- arrêter les mesures générales en concertation avec le Coordonnateur
- viser les observations du Coordonnateur notées sur le RJC

De l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- appliquer les principes généraux de prévention
- viser le RJC et répondre aux observations du Coordonnateur

1.1.4. Fonctionnement

Le Plan Général de Coordination Simplifié est joint aux autres documents remis par Maître d'Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes officiels de prévention.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d'Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

1.1.5. Durée de conservation

Le Plan Général de Coordination Simplifié, tenu par le Coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d'Ouvrage, à compter de la date de réception du bâtiment.

1.2. Désignation de l'opération

Nature des travaux	Dépose des luminaires, réseaux et équipements non conservés Mise en place des équipements, commandes, systèmes de gestion et d'alimentation des nouveaux luminaires Essais et mise en service
Implantation géographique / adresse	2 rue Remparts Saint Mathieu 66000 PERPIGNAN
Mode de passation des marchés	Lot unique
Délais des travaux	6 mois
Locaux et installations mis à disposition	Le Maître d'ouvrage met à disposition des entreprises les fluides et une base vie dans les installations existantes

JE/CM/23.00567 - PGC Simplifié aff. N° 046.6623.00138 – Remplacement luminaires siège CPAM 66 – PERPIGNAN – indice 01 – 16/11/2023

www.groupe-qualiconsult.fr
16 avenue Eole – Tecnosud 2 – CS 10014 – 66029 PERPIGNAN CEDEX - Tél. : 04 68 50 39 18 – perpignan.qcs@qualiconsult.fr
SIRET : 403 200 256 01406

Siège social : Vélizy Plus – 1 bis rue du Petit Clamart – Bât. E – 78941 VELIZY cedex - Tél. : 01 40 83 75 75 – Fax : 01 46 30 39 62
SASU au capital de 300 000 € - R.C. VERSAILLES 403 200 256 – SIRET 403 200 256 00440 – APE 7112 B - N° TVA Intracommunautaire : FR 13 403 200 256

**2.DEFINITION DES MESURES PROPRES À PRÉVENIR LES RISQUES
DÉCOULANT DE L'INTERFÉRENCE DES ACTIVITÉS DES
DIFFÉRENTS INTERVENANTS SUR LE CHANTIER, OU DE LA
SUCCESSION DE LEURS ACTIVITÉS LORSQU'UNE INTERVENTION
LAISSE SUBSISTER APRÈS SON ACHÈVEMENT UN DES RISQUES
PARTICULIERS**

2.1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965

Description : Travaux en élévation sur échafaudage extérieur et intérieur

Risques spécifiques :

- Renversement d'échafaudage
- Chute d'objet
- Chute de personne

Localisation : Tous postes de travail en haut de parois et plafonds

Conditions d'intervention :

- Sol d'assise stable et dégagé
- Constitution et montage suivant décret n° 2004-924 du 1° septembre 2004 modifiant le code du travail du 08 01 65 complétée par la recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004. notamment:
 - Planchers de travail complets
 - Garde-corps périphériques avec plinthe
 - Accès par échelle intérieure + trappe, en quinconce
 - Stabilité par étayage complémentaire
 - Balisage en pied
 - Stabilisation par jambes de force

Lots concernés :

Titulaire et ses sous-traitants

Description : Travaux en élévation sur plateformes individuelles roulantes

Risques spécifiques :

- Chute d'objet
- Chute de personne

Localisation : Tous travaux en hauteur

Conditions d'intervention :

- Travail sur un sol plan, stable et dégagé
- Formation du personnel
- Balisage de la zone d'activité

Lots concernés :

Titulaire et ses sous-traitants



2.2 . Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement

SANS OBJET

2.3.Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens des articles R- 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982, ainsi que des articles R- 231-56-11-I et R- 231-65-I

SANS OBJET

2.4 Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996

SANS OBJET

2.5 Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975

SANS OBJET

2.6 Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des réseaux et équipements existants

Description :	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des réseaux et équipements existants
Risques spécifiques :	Electrisation
Localisation :	Tous les réseaux et équipements à déposer, modifier, etc ...
Conditions d'intervention :	<p>Suivant titre 12 du décret du 8 janvier 1965, article 171 modifié à 185 modifié</p> <ul style="list-style-type: none"> – consigner ou faire consigner les installations – interdire le travail sous tension – n'intervenir qu'avec du personnel disposant de l'habilitation requise
Lots concernés :	Titulaire et ses sous-traitants



2.7 Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade

SANS OBJET

2.8 Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous- œuvre

SANS OBJET

2.9 Travaux en plongée appareillée

SANS OBJET

2.10 Travaux en milieu hyperbare

SANS OBJET

2.11. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes

SANS OBJET

2.12 Travaux comportant l'usage d'explosifs

SANS OBJET

2.13 Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965

SANS OBJET

2.14 Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

SANS OBJET

3. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ

3.1. Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :

Préambule :	<ul style="list-style-type: none"> – Les travaux seront à réaliser en site occupé – Les locaux affectés au chantier seront libérés de leurs occupants – Les entreprises auront à charge l'organisation du balisage, la signalisation, l'organisation de l'approvisionnement dans le respect des zones maintenues en activité
Lots concernés	Titulaire et ses sous-traitants
Localisation	Toutes zones d'activité et de déplacement du personnel de l'établissement maintenu en activité
Mesures prises	<p><u>Travaux superposés</u></p> <p>D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés. Les espaces d'activité de l'entreprise seront libérés du personnel d'exploitation du site</p>
	<p><u>Protection liée à la superposition des tâches dans un lot</u></p> <p>Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot met en place les mesures de protections nécessaires (filets, platelage...) et en assure l'entretien et le démontage.</p>
	<p><u>Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots</u></p> <p>Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les entreprises réalisant les travaux le plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires. Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.</p>
	<p><u>Co-activité - Simultanéité</u></p> <p>Le Maître d'œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances.</p>

4. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Proposition de formules à insérer dans les contrats de maîtrise d'œuvre :

M. ESTELA est chargé de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé suivant l'article L 4532-3 et L 4532-4 de la loi du 31 décembre 1993.

Sa mission est celle du décret du 26 décembre 1994 ce qui implique que le maître d'œuvre doit fournir les éléments nécessaires à la réalisation de sa mission et notamment doit rechercher avec le coordonnateur :

- les meilleures conditions d'exécution en sécurité des travaux au niveau des choix architecturaux et des délais,
- les meilleures conditions d'interventions ultérieures sur les ouvrages, en sécurité, et faire figurer dans le dossier de conception les dispositifs spécifiques prévus à cet effet.
- rédiger les mesures d'organisation générale du chantier qu'il a arrêtées en concertation avec le coordonnateur.
- se tenir informé des indications portées dans le Registre Journal, qu'il devra parapher avec ses observations éventuelles lorsqu'elles le concernent.
- insérer dans les dossiers de consultation et de marché des entreprises les documents que lui fournira le coordonnateur (PGCSPS, avec notamment les équipements collectifs de chantier).
- participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, avec voix délibérative dans le cas d'opération de niveau 1.

Le maître d'œuvre rendra le coordonnateur destinataire des éléments nécessaires à la réalisation de sa mission, notamment tout document : pièces écrites et plans (esquisse, avant-projet, projet, exécution), descriptifs, comptes rendus des réunions (de programmation, d'études, de planification et de chantier) et convocations aux réunions prévues.

Proposition de formules à insérer dans les marchés d'entreprise :

M. ESTELA est chargé de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé suivant l'article de la L 4532-3 et L 4532-4 de la loi du 31 décembre 1993.

Sa mission est celle du décret du 26 décembre 1994 ce qui implique que les entreprises et leurs sous-traitants devront lui fournir les éléments nécessaires à la réalisation de sa mission.

Les entreprises et leurs sous-traitants devront :

- Connaître l'autorité et les moyens dont dispose le coordonnateur.
- Visiter le chantier avec le coordonnateur, préalablement à l'établissement de leur PPSPS.
- Établir, pendant la période de préparation du chantier ou à défaut dans les 30 ou 8 jours de la notification des marchés, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé, en tenant compte du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé établi par le coordonnateur et joint au dossier de consultation.
- Remettre leur PPSPS au coordonnateur en autant d'exemplaires que nécessaire (l'entreprise de gros œuvre ou du lot principal ou exécutant des travaux comportant des risques particuliers devra en outre transmettre au coordonnateur sécurité les exemplaires de son PPSPS nécessaires à la diffusion aux autres entreprises, en autant d'exemplaires que de lots définis au dossier d'appel d'offres).
- Adresser au coordonnateur les bordereaux à jour de leurs plans d'exécution et à sa demande les plans d'exécution dont il aurait besoin.
- Tenir compte des indications notées sur le Registre Journal, le parapher et si nécessaire y répondre.
- Participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, où elles ont voix délibérative dans le cas d'opération de niveau 1 et communiquer le nom du salarié de leur entreprise qui devra également participer aux réunions où il a une voix consultative.

5. PLAN PARTICULIER "SIMPLIFIÉ" DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

5.1 Lot principal

<p>Règle de diffusion et de communication</p> <ul style="list-style-type: none"> • • • 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur • Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté pour avis, par : le médecin du travail de l'entreprise • les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel • Les entreprises appelées à exécuter des travaux dangereux (liste fixée par Arrêté) doivent communiquer leur P.P.S.P.S. : à l'inspecteur du travail <p>au Service Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (C.A.R.S.A.T.) au Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P. au chantier (disponibilité permanente)</p> <p><u>SUIVI</u> Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage.</p>
<p>Contenu</p>	<p>P.P.S.P.S. Ce document doit être établi par toute entreprise intervenante dont les salariés sont exposés à un « risque particulier » à un moment donné quelconque du chantier. La réflexion de l'entreprise portera sur les moyens de prévention pris pour les travaux à risques particuliers</p> <p>Le P.P.S.P.S. Simplifié doit présenter les conditions du contrôle de l'application des mesures. Ce contrôle est assimilable à celui d'une démarche "qualité". Les entrepreneurs sont tenus d'envoyer leur P.P.S.P.S. à la C.A.R.S.A.T., l'O.P.P.B.T.P., la DIRECCTE, avant toute intervention sur le chantier.</p> <p><u>Objectif</u> Rattacher étroitement des mesures de prévention aux procédés et modes d'exécution en fonction des risques qu'ils créent. Intégrer les mesures de prévention au processus et à l'outil de construction Coordonner les dispositions prises par les différents entrepreneurs.</p>

5.2. Sous-traitance

<p>Diffusion du P.G.C.</p>	<p>Le titulaire d'un marché est tenu de remettre le P.G.C. Simplifié à ses sous-traitants. Il doit, de plus, leur remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenue en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut être son propre PPSPS).</p>
<p>Etablissement du P.P.S.P.S.</p>	<p>Chaque sous-traitant dispose alors d'un délai d'au moins 8 jours pour établir son PPSPS, après réception du contrat signé par l'entrepreneur et remise des documents cités ci-dessus.</p>

5.3. Locatiers

<p>Procédure dite simplifiée</p>	<p>Le titulaire du marché et /ou son sous-traitant, faisant appel aux services d'un « locatier », devra nous transmettre la copie du livret d'accueil, signé par les deux parties et comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • coordonnées du « locatier » • moyens matériels mis à disposition • date et durée estimée de l'intervention • zone d'intervention • consignes écrites précisant les conditions de l'intervention du « locatier » : environnement du chantier, utilisation de l'engin, sous l'autorité directe du titulaire du marché et /ou son sous-traitant • engagement écrit du locatier précisant qu'il respectera les consignes contenues dans le PPSPS du titulaire du marché et /ou son sous-traitant
<p>P.P.S.P.S.</p>	<p>Le titulaire du marché et /ou son sous-traitant devra transmettre au « locatier » leur PPSPS.</p>

5.4. Livraison

<p>Protocole de sécurité</p>	<p>Nous recommandons la mise en place protocole de sécurité établi dans le cadre d'échange préalable entre entreprises (arrêté du 26 04 1996 articles 2, 3 et 4)</p>
-------------------------------------	--



6. LISTE DES INTERVENANTS

FONCTION	NOM et COORDONNÉES	CORRESPONDANT
Maître d'Ouvrage	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES PYRENEES ORIENTALES 2 RUE REMPARTS SAINT MATHIEU BP 89928 66013 PERPIGNAN CEDEX 9 Représenté par Madame Sandrine CABOT – Directrice wilfried.stenger@assurance-maladie.fr albert.pla@assurance-maladie.fr jean-pierre.billes@assurance-maladie.fr	Wilfried STENGER Albert PLA 06 87 86 06 07 Jean-Pierre BILLES 07 85 53 03 68
Assistant à la Maîtrise d'ouvrage	POLE REGIONAL D'EXPERTISE ET DE CONSEIL IMMOBILIER (PRECI) MIDI PYRENEES ET LANGUEDOC ROUSSILLON 2 RUE GEORGES VIVERT 31065 TOULOUSE CEDEX 9	
Maître d' Œuvre / Bureau d'études	ENERGIE R 7 RUE AUGUSTIN THIERRY 66000 PERPIGNAN T. 04 68 73 85 67 contact@energie-r.fr tbrault@energie-r.fr	Thomas BRAULT 06 99 22 41 38
Bureau de contrôle	QUALICONSULT 16 AVENUE EOLE – TECNOSUD 2 CS 10014 66029 PERPIGNAN CEDEX T : 04.68.50.39.18 emilie.adobati@qualiconsult.fr	Emilie ADOBATI 06 31 73 16 68
Coordonnateur Sécurité Conception et Réalisation	QUALICONSULT SECURITE 16 AVENUE EOLE – TECNOSUD 2 CS 10014 66029 PERPIGNAN CEDEX T. 04.68.50.39.18 jacques.estela@qualiconsult.fr	Jacques ESTELA 06 84 41 96 25
. DIRECCTE	76, BD ARISTIDE BRIAND – 66100 PERPIGNAN T. 04.11.64.39.00 – F. 04.11.64.39.01	
. C.A.R.S.A.T	29 COURS GAMBETTA – 34000 MONTPELLIER T. 04.67.12.95.93 – F. 04.67.12.95.54	
. O.P.P.B.T.P.	Immeuble Le Fahrenheit – 120 avenue Nina Simone 34000 MONTPELLIER T. 04.67.63.47.50 – F. 04.67.54.54.14	